

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-39 du 10 novembre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis annoncent les trois piliers de coopération du Partenariat des Amériques (APEP)
2. La Secrétaire au Trésor rencontre son homologue chinois avant le sommet de l'APEC
3. Le Congrès accroît la pression sur l'administration concernant les négociations de l'IPEF
4. La Chambre des représentants adopte un texte visant à renforcer les sanctions contre l'Iran

Climat – énergie – environnement

5. Les ministères de l'Énergie américain et britannique annoncent un nouveau partenariat stratégique sur l'énergie de fusion
6. Les minéraux critiques et les énergies propres sont parmi les sujets les plus importants de l'APEP et des relations américaines avec le Chili
7. Les États-Unis lancent le projet Phoenix pour accélérer l'adoption de technologies avancées en matière d'énergies propres en Europe

Transport et infrastructure

8. Le Président Biden annonce 16 Md\$ d'investissements sur le corridor ferroviaire du Nord-Est

Industrie

9. Nvidia développe trois nouvelles puces pour l'IA axées sur le marché chinois

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. La Commission agricole de la Chambre rend un premier rapport sur les visas des travailleurs saisonniers

Numérique et innovation

11. L'intelligence artificielle au centre des débats au Congrès
12. Un ancien directeur de Meta témoigne au Sénat sur les dangers pour les enfants de Facebook et Instagram

Santé

13. L'IA a occupé une place importante dans le programme du sommet sur l'avenir de la santé du Milken Institute

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis annoncent les trois piliers de coopération du Partenariat des Amériques (APEP)

Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP) s'est tenu le 3 novembre à Washington. À l'issue de la rencontre entre le Président Biden et ses homologues des 11 pays membres de l'initiative, lancée par les États-Unis l'année dernière, une déclaration conjointe a été [publiée](#). Le document identifie cinq priorités : (i) renforcer la compétitivité et l'intégration régionale ; (ii) favoriser une prospérité partagée et la bonne gouvernance ; (iii) construire des infrastructures durables ; (iv) protéger le climat et l'environnement ; et (v) promouvoir des communautés en bonne santé.

Afin d'atteindre ces objectifs, les pays de l'APEP ont convenu d'établir trois piliers de coopération – Affaires étrangères, Commerce et Finance – et de réunir chaque année les Ministres chargés de ces questions. La déclaration conjointe précise que les Ministres chargés des questions commerciales seront responsables de « développer des approches durables et inclusives des échanges commerciaux et d'investissement [...], améliorer la prédictibilité et la transparence des environnements réglementaires [...] et éliminer les barrières à une intégration régionale plus profonde entre nos pays ». Il est en particulier attendu d'eux qu'ils « se concentrent immédiatement sur l'amélioration de l'intégration régionale en mettant en œuvre l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et la numérisation des mécanismes douaniers » et qu'ils conduisent une analyse pour identifier les actions réglementaires nécessaires à l'approfondissement de cette intégration régionale.

À l'occasion du Sommet, le Président Biden a [indiqué](#) que le prochain Sommet de l'APEP devrait avoir lieu au Costa Rica en 2025.

2. La Secrétaire au Trésor rencontre son homologue chinois avant le sommet de l'APEC

La Secrétaire américaine au Trésor, J. Yellen, s'est [entretenu](#) les 9 et 10 novembre à San Francisco avec le Vice-Premier ministre chinois, He Lifeng. Cet échange est intervenu quelques jours avant le sommet de la Coopération économique de l'Asie pacifique (APEC), du 11 au 17 novembre, lors duquel les présidents américain Joe Biden et chinois Xi Jinping pourraient s'entretenir en personne pour la première fois depuis leur échange en marge du Sommet G20 à Bali, en novembre 2022 [voir [Brèves sectorielles du 3 novembre 2023](#)].

Dans une tribune [publiée](#) le 6 novembre dans le Washington Post, intitulée « *There's a way for the U.S. to compete with China — and to work with China* », J. Yellen a rappelé que la doctrine de l'administration Biden vis-à-vis de la Chine s'articulait autour de trois

piliers : (i) la recherche d'une concurrence saine et équitable pour les travailleurs et les entreprises des deux pays, (ii) le recours à des outils ciblés destinés à protéger la sécurité nationale américaine et (iii) une coopération bilatérale accrue sur les enjeux globaux (tels que la lutte contre le changement climatique).

Cette rencontre est intervenue alors que le Président républicain et le *Ranking member* démocrate de la Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre ont [adressé](#) le 7 novembre une lettre à la Représentante américaine au Commerce (USTR), Katherine Tai, l'enjoignant à rehausser les droits de douane en vigueur aux États-Unis sur l'importation de véhicules électriques en provenance de Chine. Ceux-ci sont actuellement fixés à 27,5 % du fait de l'imposition depuis 2018 d'un droit de douane additionnel de 25 % au titre de la section 301. Les droits de douane additionnels visant la Chine adoptés sous l'administration Trump font actuellement l'objet d'une procédure de revue, dont les conclusions pourraient être annoncées d'ici la fin de l'année.

3. Le Congrès accroît la pression sur l'administration concernant les négociations de l'IPEF

Alors que le septième cycle de négociation du Cadre économique Indopacifique (IPEF) a [débuté](#) à San Francisco le 5 novembre, le Congrès exerce une pression croissante sur l'administration. Politico a [rapporté](#) le 8 novembre que les sénateurs S. Brown (D-Ohio) et R. Wyden (D-Oregon) s'opposeraient à l'adoption du pilier commerce de l'IPEF dans son ensemble, et non plus seulement aux dispositions sur le commerce numérique, qui font débat aux États-Unis depuis plusieurs mois [voir [Brèves sectorielles du 12 mai 2023](#)].

À l'inverse, le 9 novembre, un groupe de 11 élus démocrates a [adressé](#) une lettre au Président Biden, l'exhortant à adopter un « agenda commercial proactif », y compris dans le cadre des négociations de l'IPEF. Membres de la New Democrat Coalition (NDC), un caucus de la Chambre des représentants composé d'élus démocrates centristes, ces élus préconisent de réinstaurer les préférences tarifaires octroyées aux pays en développement dans le cadre du système de préférences généralisé (GSP), de conclure de nouveaux accords de libre-échange avec « les alliés et partenaires qui partagent nos valeurs », parmi lesquels le Royaume-Uni, Taiwan et le Kenya, mais aussi de « renforcer l'IPEF » en « inclu[ant] des baisses de droits de douanes » dans l'accord et en y promouvant des standards élevés en matière de commerce numérique.

4. La Chambre des représentants adopte un texte visant à renforcer les sanctions contre l'Iran

La Chambre des représentants a [adopté](#) le 3 novembre une proposition de loi bipartisanne destinée à renforcer le régime de sanctions américain à l'encontre de l'Iran. Intitulée « *Stop Harboring Iranian Petroleum Act* » et introduite par les représentants J. Moskowitz (D-Floride) et M. Lawler (R-New York), cette proposition

de loi viserait à exiger de l'administration qu'elle impose des sanctions contre les entités étrangères impliquées dans les exportations de pétrole iranien, y compris les opérateurs portuaires et les propriétaires de navires transportant du pétrole iranien. Un projet de loi similaire a également été [introduit](#) au Sénat par les sénateurs M. Rubio (R-Floride) et M. Hassan (D-New Hampshire) mais n'a pas encore été soumis au vote.

Brèves

- Le 6 novembre, le sénateur C. Coons (D-Delaware) a [publié](#) un document présentant les principaux éléments d'une proposition de loi visant à renouveler jusqu'à 2041 le programme de préférences commerciales de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) pour les pays d'Afrique subsaharienne, qui doit expirer en septembre 2025.
- Le 7 novembre, plusieurs groupes représentant les intérêts du secteur privé américain ont [adressé](#) une lettre à la Maison-Blanche afin d'exprimer leur « profonde préoccupation » suite à l'annonce par la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai du retrait du soutien américain à certaines propositions sur la libre circulation des données dans le cadre des négociations sur le commerce numérique à l'OMC [voir [Brèves sectorielles du 27 octobre 2023](#)]. Qualifiant cette décision de « renversement complet » du positionnement américain, les auteurs de la lettre invoquent le risque de « légitimation du protectionnisme numérique à travers le monde et de promotion des intérêts de nos adversaires, au détriment des entreprises américaines ».
- Le 3 novembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) la ressortissante russe Ekaterina Zhdanova, accusée de prendre part à des activités de blanchiment d'argent au profit de la Russie.
- Le 7 novembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) 17 entités et individus accusés de soutenir les activités du cartel mexicain de Sinaloa.

Climat – énergie – environnement

5. Les ministères de l'Énergie américain et britannique annoncent un nouveau partenariat stratégique sur l'énergie de fusion

Le 8 novembre, le Département de l'Énergie (DoE) et son homologue britannique (DESNZ) ont [annoncé](#) un nouveau partenariat stratégique afin d'accélérer la démonstration et la commercialisation de l'énergie de fusion, en faisant progresser les stratégies [américaine](#) et [britannique](#).

Ce partenariat a notamment pour objectif de développer la complémentarité entre les ressources et les installations américaines et britanniques dans le domaine de la fusion, y compris celles des universités, de l'industrie et du gouvernement. Il doit également étudier les possibilités de soutenir l'harmonisation internationale des cadres réglementaires, des codes et des normes ainsi qu'identifier et soutenir le développement des chaînes d'approvisionnement qui seront nécessaires au déploiement commercial de la fusion.

Le communiqué indique qu'un comité de coordination conjoint chargé de diriger les travaux du nouveau partenariat sera bientôt créé et devrait se réunir pour la première fois au début de 2024. Ce comité sera coprésidé par le DoE et le DESNZ et devrait comprendre des représentants des laboratoires nationaux, du monde universitaire et de l'industrie.

6. Les minéraux critiques et les énergies propres sont parmi les sujets les plus importants de l'APEP et des relations américaines avec le Chili

Le 3 novembre, le Président Biden a [accueilli](#) le sommet inaugural des dirigeants du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP) – *cf. supra*. À cette occasion, le Président Biden a annoncé le lancement d'une nouvelle plateforme d'investissement pour canaliser le financement d'infrastructures durables. L'US International Development Finance Corporation (DFC) et la Banque interaméricaine de développement (IDB) établiront cette plateforme d'investissement conjointement. Le Président Biden a également annoncé la création d'un nouveau fonds pour catalyser les investissements dans des solutions innovantes de financement du climat. Le communiqué de la Maison-Blanche souligne que le Département d'État (DoS) a annoncé son intention de créer un nouveau fonds à la BID pour faciliter les investissements dans des solutions fondées sur la nature, telles que les échanges dette-nature et les obligations bleues/vertes, afin de préserver la biodiversité du continent américain et de réduire les émissions de carbone.

Le DoS a [annoncé](#) le 4 novembre le voyage du sous-secrétaire d'État à la croissance économique, à l'énergie et à l'environnement, Jose Fernandez, au Chili, en Uruguay et au Paraguay du 5 au 11 novembre 2023. Au Chili et en Uruguay, le sous-secrétaire J. Fernandez assurera le suivi du sommet des dirigeants de l'APEP. Le communiqué indique que son voyage a pour but d'approfondir la coopération économique et de renforcer les partenariats stratégiques. Le communiqué indique que l'officiel américain rencontrera des homologues des gouvernements étrangers et des dirigeants du secteur privé sur des sujets prioritaires, notamment les minéraux critiques, les énergies propres, ainsi que l'environnement.

7. Les États-Unis lancent le projet Phoenix pour accélérer l'adoption de technologies avancées en matière d'énergies propres en Europe

Le 9 novembre, le Département d'État (DoS) et le Ministère slovaque de l'Économie ont [organisé](#) conjointement l'atelier inaugural du projet Phoenix à Bratislava. L'évènement de lancement a réuni des participants de plus de 15 pays de la région Europe et Eurasie et initie la coopération entre les États-Unis, la République tchèque, la Pologne et la Slovaquie sur des études de faisabilité visant à explorer la conversion des centrales au charbon vers une énergie nucléaire sûre.

Selon le communiqué du DoS, le projet Phoenix témoigne de l'engagement des États-Unis à aider les pays partenaires à atteindre leurs objectifs en matière de sécurité énergétique et de climat, tout en préservant le régime mondial de non-prolifération nucléaire. Le projet Phoenix est mis en œuvre dans le cadre du programme américain Foundational Infrastructure for the Responsible Use of Small Modular Reactor Technology (FIRST).

L'envoyé spécial du Président des États-Unis pour le climat, John Kerry, avait annoncé le projet Phoenix lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Charm el-Cheikh, en Égypte (COP27), et présenté la République tchèque, la Pologne et la Slovaquie comme les trois premiers lauréats sélectionnés lors du sommet de l'initiative des trois mers, tenu à Bucarest début septembre 2023.

Les études de faisabilité et l'assistance technique du projet Phoenix visent à accélérer la transition vers une énergie propre à l'échelle mondiale en s'éloignant des combustibles fossiles. Selon le communiqué du DoS, dans de nombreux cas, les petits réacteurs modulaires conviennent à la conversion des centrales au charbon, car ils nécessitent relativement peu de terrain et peuvent ainsi être construits sur des sites existants.

Brèves

- Les sanctions de l'UE contre le charbon russe augmentent les exportations de charbon américain vers l'Europe. En effet, l'US EIA [relève](#) que les exportations américaines de charbon ont augmenté de 5,7 millions de tonnes au cours des 12 mois qui ont suivi l'entrée en vigueur des sanctions de l'UE contre le charbon russe en août 2022. Ceci représente une augmentation de 22 % des exportations de charbon américain vers l'Europe, totalisant 33,1 millions de tonnes entre août 2022 et juillet 2023. Les États-Unis exportent du charbon pour les besoins de production de vapeur. Le charbon vapeur américain est de première qualité, avec un pouvoir calorifique élevé, ce qui en fait un substitut naturel à celui produit par la Russie.

Transport et infrastructure

8. Le Président Biden annonce 16 Md\$ d'investissements sur le corridor ferroviaire du Nord-Est

Le 6 novembre, au cours d'un déplacement dans le Delaware dans un atelier de maintenance d'Amtrak, le Président Biden a [annoncé](#) l'attribution de 16,4 Md\$ de financements fédéraux en faveur de 25 projets visant à améliorer le transport ferroviaire sur le Corridor du Nord-Est (North East Corridor – NEC), qui relie Washington à Boston, en passant par New York. Accompagné de son conseiller spécial chargé des infrastructures, Mitch Landrieu, et du Secrétaire aux Transports, Pete Buttigieg, le Président Biden a présenté ces investissements comme partie intégrante de ses programmes économiques « Bidenomics » et « Investing in America », indiquant qu'ils répondront à des besoins repoussés de longue date en matière d'infrastructures, permettant ainsi aux trains de passagers et de fret de circuler plus rapidement et de réduire les retards, tout en soutenant les communautés locales et en créant des emplois syndiqués. Prévu dans le cadre du programme « *Federal State Partnership for Intercity Passenger Rail* » de la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL), l'octroi de ces fonds s'effectuera en plusieurs phases, comprenant un premier versement de 9 Md\$ alloué au titre des années 2022 et 2023, puis un solde de 7,4 Md\$ réparti sous la forme d'engagements futurs inscrits dans des accords de financement progressif conclus pour chacun des projets bénéficiaires. L'administration fédérale souligne que ces projets contribueront à rapprocher les États-Unis de leur ambition en faveur d'« un transport ferroviaire de passagers de classe mondiale » en engageant la reconstruction de tunnels et de ponts dont certains remontent à plus de 100 ans, en modernisant les voies, les réseaux électriques, les systèmes de signalisation et les gares. La Maison-Blanche indique que les financements consacrés par la BIL à l'amélioration des infrastructures sur le NEC pourraient engendrer une diminution de près de 110 000 minutes de retard par an, sur les près de 245 000 minutes de retard des trains comptabilisées en moyenne chaque année.

Parmi les projets les plus importants figurent la réhabilitation et l'agrandissement du Gateway Hudson River Tunnel (3,8 Md\$) qui avait été endommagé par l'ouragan Sandy ; le remplacement du Baltimore & Potomac Tunnel, vieux de 150 ans, par le nouveau tunnel Frederick Douglass (4,7 Md\$), qui permettra d'accroître la vitesse de circulation des trains sur ce tronçon de 30 mi/h à 110 mi/h ; le remplacement du pont ferroviaire de la rivière Susquehanna (2,1 Md\$) par deux nouvelles travées à deux voies qui permettront d'y augmenter les vitesses de 90 mi/h à 125 mi/h.

Industrie

9. Nvidia développe trois nouvelles puces pour l'IA axées sur le marché chinois

Selon une récente fuite de documents, Nvidia [serait](#) actuellement en train de concevoir trois nouvelles puces afin de satisfaire la demande chinoise croissante en termes de technologie d'IA en réponse aux dernières mesures américaines de contrôle des exportations [voir [Brèves sectorielles du 20 octobre 2023](#)]. La préparation du lancement de ces nouvelles puces (H20, L20 et L2) marque le deuxième ajustement stratégique de Nvidia. Le premier était intervenu en octobre 2022 lorsque l'administration Biden avait bloqué les ventes des GPU A100 et H100 pour limiter le développement de l'IA en Chine. Nvidia avait alors développé deux modèles alternatifs spécialement pour la Chine, les A800 et H800, dont les performances étaient inférieures au seuil fixé par les mesures américaines. Avec le renforcement récent du control-export, les A800 et H800 sont désormais ciblées et Nvidia prévoit donc la production de ces 3 nouvelles puces afin de contourner les nouvelles restrictions.

Brèves

- Vishay Intertechnology a [accepté](#) de racheter Newport Wafer Fab, la plus grande usine de fabrication de puce électronique britannique, pour un montant de 177 M\$. Nexperia, filiale de la société chinoise Wingtech Technology, qui avait acheté en 2021 l'usine britannique pour 74 M\$, a été contrainte par le gouvernement britannique de vendre 86 % de sa participation pour des raisons de sécurité nationale. Un risque d'espionnage industriel du savoir-faire technologique est notamment évoqué par le secrétaire d'État aux Affaires, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle britannique.
- Le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) la création de SemiUS, une organisation à but non lucratif qui aura la charge d'opérer le National Semiconductor Technology Center (NSTC), un consortium public-privé instauré dans le cadre du CHIPS Act afin de faire des États-Unis le leader mondial de l'industrie des semi-conducteurs.

Distribution et divertissement

Brèves

- La plus longue grève des acteurs de l'histoire d'Hollywood (118 jours) devrait se terminer après qu'un accord a été trouvé le 8 novembre entre SAG-AFTRA, le syndicat regroupant 160 000 acteurs, et les représentants des studios et services de

streaming. L'accord, estimé à plus d'1 Md\$, doit encore être ratifié par les membres du syndicat.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. La Commission agricole de la Chambre rend un premier rapport sur les visas des travailleurs saisonniers

Constitué en juin dernier, le groupe de travail bipartisan de la Commission de l'agriculture de la Chambre des représentants sur le travail saisonnier agricole a [publié](#) un rapport intérimaire le 7 novembre. Celui-ci établit un état des lieux du statut des travailleurs saisonniers agricoles sous visa H2-A.

Ce rapport met en évidence un système coûteux pour les employeurs et complexe administrativement à mettre en œuvre. Pour pouvoir faire appel à des travailleurs saisonniers agricoles étrangers sous visa H2-A, les employeurs doivent respecter les deux conditions définies par le Département du Travail. La première vise à s'assurer que le marché du travail du territoire concerné ne souffrira pas de l'arrivée de ces travailleurs. La seconde concerne le niveau de rémunération que devra respecter l'employeur. Le salaire d'embauche est ainsi fixé, *a minima*, au niveau moyen du salaire local pour une activité comparable. Cette exigence salariale imposée par le Département du Travail est critiquée par les employeurs qui estiment que les travailleurs étrangers deviennent trop coûteux en regard de leur chiffre d'affaires. En outre, les employeurs doivent loger les employés et prendre en charge leur coût de transport depuis leur pays d'origine.

Si le Département du Travail constate une augmentation constante des travailleurs sous visa H2-A malgré les critiques émises par les employeurs sur ce dispositif, il constate également une augmentation encore plus forte des travailleurs sans papiers. La Commission de l'agriculture souligne d'ailleurs le manque de main d'œuvre dans ce secteur.

Par ailleurs, la Commission de l'agriculture a noté, lors de ses auditions, une proportion non négligeable de manquements au strict respect des dispositions du droit du travail pour les détenteurs d'un visa H2-A.

À ce stade, ce rapport ne fait aucune recommandation ou n'esquisse aucune piste de réforme du visa H2-A.

Brèves

- Le Président républicain de la Commission de l'agriculture de la Chambre des représentants a déclaré le 8 novembre qu'un nouveau Farm Bill ne pourrait être adopté d'ici la fin de l'année 2023. Il souhaite une prorogation de la loi actuelle

allant jusqu'à la fin de l'année fiscale 2024 et une adoption dans le cadre du nouveau budget temporaire qui devra être adopté d'ici le 17 novembre.

- Dans une [lettre](#) adressée le 7 novembre à Katherine Tai (USTR) et à Tom Vilsack (USDA), les principales organisations agricoles dont l'American Farm Bureau Federation, appellent l'administration américaine à être proactive pour accroître l'accès aux marchés internationaux pour les produits agricoles américains à l'occasion de la 13^e Conférence ministérielle de l'OMC fin février à Abou Dhabi.
- L'industrie américaine des fruits et légumes s'inquiète des conséquences du [plan](#) de réduction drastique de l'usage du plastique annoncé par le Canada et [demande](#) des dérogations ou des solutions alternatives.

Numérique et innovation

11. L'intelligence artificielle au centre des débats au Congrès

Le Congrès américain se remobilise sur les enjeux relatifs à l'intelligence artificielle (IA) avec l'organisation de deux nouveaux forums (« *AI Insights* ») par le leader de la majorité du Sénat, Chuck Schumer (D-New York). Ces forums ont [abordé](#) les menaces que l'IA pourrait faire peser sur les élections américaines et en matière de confidentialité des [données](#). Outre ces rendez-vous, un nombre significatif d'auditions sur l'IA ont également été organisées. Le sous-comité cybersécurité, technologies de l'information et innovation du gouvernement de la Chambre des représentants, présidé par la représentante Nancy Mace (R-Caroline du Sud), a ainsi [examiné](#) les avancées dans la technologie des « *deepfakes* » et leurs potentiels effets perturbateurs sur la démocratie et les élections. À cette occasion, le représentant Gerry Connolly (D-Virginie), membre du sous-comité, a mis l'accent sur la nécessité de collaborer avec le secteur privé pour atténuer les risques posés par les *deepfakes* et d'améliorer l'éducation du public quant à ces technologies. Par ailleurs, le sous-comité santé, éducation, travail et sécurité des retraites du Sénat a [examiné](#) la manière dont l'IA pourrait nuire à l'accessibilité aux soins, certains élus appelant à une plus grande transparence algorithmique dans les plans Medicare Advantage mis en œuvre par les assureurs privés. Enfin, le comité sécurité intérieure et affaires gouvernementales du Sénat a également [tenu](#) une audience sur « la philosophie de l'IA » en s'appuyant sur un panel d'experts universitaires.

12. Un ancien directeur de Meta témoigne au Sénat sur les dangers pour les enfants de Facebook et Instagram

Le 8 novembre, Arturo Béjar, ancien directeur de l'ingénierie chez Meta, a [témoigné](#) devant le sous-comité judiciaire du Sénat au sujet

de la protection des enfants en ligne. Il a exprimé ses préoccupations concernant la sécurité des enfants sur les plateformes de Meta, notamment Facebook et Instagram. A. Béjar, ayant travaillé chez Meta entre 2009 et 2015, a évoqué les fragilités de certaines des mesures mises par place par l'entreprise afin de protéger les jeunes utilisateurs contre le harcèlement en ligne et d'autres formes de nuisances. Il accuse l'entreprise d'avoir poursuivi le déploiement de ces services alors qu'elle avait connaissance de leur caractère nuisible pour les enfants, tentant même de dissimuler ces informations. Il a spécifiquement mentionné que, malgré ses précédentes contributions à la création d'outils de sécurité pour les adolescents, il a constaté lors de son retour en 2019 que plusieurs de ces outils avaient été supprimés ou étaient devenus inefficaces. Ce témoignage survient deux ans après [le témoignage](#) de Frances Haugen dans ce que la presse avait alors surnommé l'affaire des « Facebook papers ».

Brèves

- La *Federal Trade Commission* (FTC) et la division antitrust du Département américain de la Justice (DoJ) ont [participé](#) au Sommet des autorités de la concurrence et des décideurs du G7. Les discussions se sont concentrées sur l'approche des membres face aux défis de concurrence dans les marchés numériques, notamment en ce qui concerne les technologies émergentes comme l'intelligence artificielle.
- Après 14 ans d'existence, la plateforme de chat vidéo Omegle a cessé ses opérations en raison d'inquiétudes réglementaires liées à la sécurité des enfants en ligne et des incidents d'abus sexuel sur mineur. Cette décision fait notamment suite à un procès où le site a été [accusé](#) d'avoir connecté une jeune fille de 11 ans avec un prédateur sexuel.
- En prévision des élections à venir, des entreprises technologiques lancent des nouvelles initiatives de lutte contre la désinformation. Meta [exigera](#) désormais que les publicités politiques révèlent l'usage d'images ou vidéos modifiées par un système d'IA, tandis que Microsoft a [dévoilé](#) une technologie permettant d'authentifier les médias utilisés dans les campagnes politiques.
- Meta [lance](#) un service d'abonnement dans l'Union européenne pour éliminer les publicités sur Facebook et Instagram, à un coût de 9,99 € par mois. Pour Meta, cette initiative est mise en œuvre afin de se « conformer à l'évolution de la réglementation européenne », offrant aux utilisateurs un choix plus clair entre le paiement pour un service sans publicité ou l'accès gratuit avec consentement à la collecte de données.
- Une étude réalisée par des chercheurs du Brattle Group, de l'Université de Houston et de l'Université Columbia [estime](#) que les plateformes numériques comme Google et Meta

devraient verser entre 11,9 Md\$ et 13,9 Md\$ annuellement aux éditeurs de presse si la loi sur la concurrence et la préservation du journalisme était adoptée (« [Journalism Competition and Preservation Act of 2023](#) »). Cette estimation repose sur une analyse approfondie des accords existants et des revenus générés par le contenu d'actualité.

- Le 7 novembre, des membres de la Tech Coalition, incluant Meta, Google, Twitch et Snap, ont [dévoilé](#) un programme collaboratif visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Le programme permettra aux entreprises de partager des informations sur des activités suspectes, comme des adresses e-mail ou des mots-clés liés à l'exploitation d'enfants, pour une action plus efficace et coordonnée entre les plateformes. En parallèle, Meta a [déclaré](#) au Wall Street Journal qu'elle cesserait temporairement de diffuser des publicités aux adolescents aux États-Unis à partir du 6 novembre.

Santé

13. L'IA a occupé une place importante dans le programme du sommet sur l'avenir de la santé du Milken Institute

L'intelligence artificielle a été régulièrement [évoquée](#) lors du « Future of Health Summit » organisé par le Milken Institute, au cours duquel les dirigeants du secteur de la santé ont présenté leur vision de l'évolution des soins de santé aux États-Unis et dans le reste du monde.

Lors de ces interventions, l'IA a été décrite comme un facteur potentiel d'amélioration des soins, pourvu que les risques associés à son déploiement soient canalisés et que la réglementation de ces systèmes soit équilibrée. Toutefois, Brian Anderson, médecin en chef de la santé numérique chez MITRE, une organisation à but non lucratif, estime que les règles existantes régissant les dispositifs médicaux ne sont actuellement pas adaptées aux dernières avancées de l'IA. Srinii Iyer, directeur de la technologie du groupe Leidos, a quant à lui déclaré qu'il pourra être facile de contourner ces règles.

Les vues ont davantage convergé sur le diagnostic des défaillances et défis auxquels est confronté le système de santé que sur les solutions à apporter pour remédier à ces faiblesses. Ainsi, tandis que le Secrétaire à la Santé, Xavier Becerra, a mis en avant les négociations sur le prix des médicaments, prévue dans l'Inflation Reduction Act (IRA), comme un moyen d'aider à réduire les coûts pour les patients, son prédécesseur, Alex Azar, l'a dénoncée comme un frein à l'innovation.

Les experts du secteur ont souligné les grandes tendances à venir dans les industries de santé et les changements majeurs à attendre, en particulier (i) les nouveaux médicaments destinés à traiter

l'obésité, (ii) les nouvelles stratégies visant à prendre en compte le bien-être mental et (iii) l'offre numérique en santé, qui va profondément modifier l'utilisation et la pratique des soins.

Brèves

- Selon les dernières projections du bureau du recensement des États Unis, publiées le 9 novembre, la population américaine [atteindra](#) environ 370 millions d'habitants en 2080, avant de commencer à diminuer. En 2100, les États-Unis compteront environ 366 millions d'habitants, à moins que l'immigration ne continue à augmenter chaque année, auquel cas la population pourrait atteindre 435 millions d'habitants.
- La Food and Drug Administration (FDA) a [approuvé](#) le 8 novembre la mise sur le marché de Mounjaro produit par Eli Lilly, ce qui en fait le deuxième traitement de l'obésité à recevoir l'aval de l'agence. Ce médicament sera commercialisé sous le nom de Zepbound et son prix de vente sera de 1 060 \$, soit environ 20 % de moins que le Wegovy, le médicament concurrent de Novo Nordisk.
- La première pilule pour traiter la dépression post-partum sera [vendue](#) au prix de 15 900 \$ pour un traitement de deux semaines, selon le consortium Sage therapeutics et Biogen.
- Les habitants de l'Ohio ont [voté](#) en faveur de la légalisation de l'usage récréatif du cannabis pour les personnes âgées de 21 ans et plus. L'Ohio est ainsi le 24^e État américain à autoriser le cannabis pour des adultes à des fins non médicales. Le marché légal du cannabis devrait générer des centaines de millions de recettes fiscales pour les [autorités de l'État](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)